



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 4709

Texte de la question

BILAN DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Daniel Fasquelle, pour le groupe Les Républicains.

M. Daniel Fasquelle. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Lors de son élection, en 2012, François Hollande avait promis de se consacrer au redressement productif du pays : l'industrie allait être une priorité du quinquennat. Qu'en est-il cinq ans après ? Force est de constater que, sur ce plan aussi, le bilan est particulièrement désastreux.

M. Franck Gilard. C'est le moins qu'on puisse dire !

M. Frédéric Cuvillier. Sarkozy !

M. Daniel Fasquelle. Pourtant, tous les indicateurs étaient au vert : prix du pétrole bas, taux d'intérêt proches de zéro, euro relativement faible. Mais, alors que l'industrie représente 30 % du PIB en Allemagne et 24 % en Italie, en France, sa part est tombée à 19 % et nous avons perdu 170 000 emplois industriels entre 2012 et 2016, sans compter les emplois de service qui en dépendent.

M. Nicolas Dhuicq. Très bien !

M. Daniel Fasquelle. Les raisons de ce fiasco ? La multiplication des normes et des règles nouvelles – comme le compte pénibilité – et le matraquage fiscal des entreprises et des consommateurs.

Je veux également dénoncer avec force l'abandon répété de fleurons industriels dont François Hollande mais aussi son fils spirituel Emmanuel Macron et ses amis partagent la responsabilité. C'est ainsi qu'ils ont signé tous ensemble l'arrêt de mort de la branche énergie d'Alstom, cédée à l'Américain General Electric, alors qu'il s'agit d'un secteur stratégique dans lequel la France a toujours été *leader*. On nous promettait la création de mille emplois : mille emplois qui ont été supprimés.

Que dire encore du rachat d'Alcatel-Lucent par le finlandais Nokia en 2015 ou du naufrage que représente la prise de contrôle en mai 2016 de Technip par l'américain FMC ? Nous aurions pu empêcher le rachat de cette entreprise française par une entreprise américaine en difficulté.

Une phrase résume tout, et c'est Emmanuel Macron qui l'a prononcée quand je l'ai interpellé dans cet hémicycle sur la nécessité que le Gouvernement français sauve MyFerryLink, ex SeaFrance, dernière compagnie française transmanche de transport de passagers : « On ne peut rien faire. »

M. Frédéric Cuvillier. Zéro !

M. Daniel Fasquelle. Ma question est simple : monsieur le Premier ministre, avez-vous conscience de votre responsabilité dans cet abandon de certains des plus beaux fleurons de notre industrie française depuis cinq ans ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget et des comptes publics.

M. Marc-Philippe Daubresse. Le Premier ministre n'est pas là !

M. Franck Gilard. Et c'est M. Eckert qui est de corvée, comme d'habitude !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget et des comptes publics. Monsieur le député Daniel Fasquelle, en matière de pertes d'emplois industriels, la parole de la majorité précédente est une parole d'expert puisque 700 000 emplois industriels ont été perdus durant la précédente législature. (« *Cinq ans !* » sur les bancs du groupe Les Républicains)

M. Marcel Rogemont. Tu as raison, Christian !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. À l'heure où s'achève la législature en cours, monsieur le député, je voudrais vous indiquer un certain nombre d'éléments.

En 2016, 191 700 emplois ont été créés dans le secteur marchand.

M. Franck Gilard. Malgré vous !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Cherchez donc pareille statistique entre 2007 et 2012 !

M. Jean-Frédéric Poisson. Répondez à la question !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Vous parlez d'un secteur qui aurait été abandonné, monsieur le député : je voudrais quand même souligner l'attention portée par le Gouvernement à un certain nombre de secteurs en difficulté.

M. Yves Fromion. Macron, par exemple !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Je pense à la filière nucléaire, je pense à la filière ferroviaire. Le Gouvernement est mobilisé pour soutenir ces filières. Il l'a prouvé, notamment sur le dossier Alstom ; il le prouvera sur d'autres dossiers – je pense en particulier à la filière nucléaire.

M. Jacques Lamblin. La filière nucléaire, vous l'avez torpillé !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Monsieur le député, ce gouvernement a permis de remettre la France industrielle en marche (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*) grâce à des mesures que vous n'avez pas votées. (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Vous n'avez pas voté le suramortissement pour les entreprises, vous n'avez pas voté l'extension du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi grâce auquel, aujourd'hui, le coût du travail est en France inférieur à ce qu'il est en Allemagne.

Alors plutôt que de nous donner des leçons, vous feriez mieux de vous en tenir à la réalité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. Je vous propose d'en finir avec cette ambiance de fin d'année scolaire !

Données clés

Auteur : [M. Daniel Fasquelle](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4709

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Budget et comptes publics

Ministère attributaire : Budget et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 février 2017](#)